

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal d' Irak Géopolitique et stratégie

N° 507 du 03.11.2010

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Irak" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site <http://turkmenfriendship.blogspot.com/2007/10/journal-dirak-de-m-lemaire.html>

d) Sur le site <http://turkmenfriendship.blogspot.com/2007/10/journal-dirak-de-m-lemaire.html>

e) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

f) et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_irakiens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Tiré à part :

Bill Van Auken : Tarek Aziz menacé de meurtre judiciaire en Irak.

La question évidente que pose le lynchage juridique de Tarek Aziz est la suivante : De quel droit le gouvernement à Washington et ses agents locaux se permettent-ils de juger quiconque pour crimes commis contre le peuple irakien ?

La condamnation à mort par pendaison de l'ancien ministre irakien des Affaires étrangères, Tarek Aziz, est un acte barbare de vengeance politique du gouvernement fantoche de Bagdad ainsi qu'un crime de guerre de plus dans la longue liste de crimes commis par Washington depuis l'invasion de 2003.

Aziz avait été des décennies durant le chef de la diplomatie irakienne sur la scène internationale et s'était volontairement rendu en 2003 aux autorités militaires américaines. De toute évidence, il se croyait protégé par sa réputation de longue date sur la scène internationale, dont ses relations diplomatiques avec plusieurs gouvernements américains.

Au lieu de cela, ce malade de 74 ans a dû purger plus de sept ans de prison en isolement, d'abord aux mains de l'armée américaine dans le camp de détention Cropper situé près de l'aéroport international de Bagdad puis, plus récemment, aux mains des forces de sécurité irakiennes. Lorsqu'en juillet dernier les forces d'occupation américaines ont remis Aziz au gouvernement irakien, il a confié à son avocat, « Je suis sûr qu'ils vont me tuer. »

Aziz avait déjà été condamné à des peines de prison totalisant 22 ans sur la base d'allégations d'implication dans l'exécution de commerçants accusés de manipulation des prix durant l'embargo USA/ONU à l'encontre de l'Irak et dans la répression de l'opposition kurde dans le Nord du pays.

La peine de prison représentait en fait une condamnation à perpétuité en raison du mauvais état de santé d'Aziz qui a souffert en prison de plusieurs attaques cérébrales et de problèmes de santé au niveau des poumons et subi une intervention chirurgicale en janvier dernier suite à un caillot de sang dans le cerveau.

Lors de la dernière décision en date, l'ancien ministre des Affaires étrangères a été condamné à mort pour la répression menée par le régime Baathiste dans les années 1980 contre les Islamistes chiite ainsi que le parti islamique Dawa. Les partisans du parti avaient organisé une série d'attaques terroristes soutenues par l'Irak durant cette période, dont des tentatives d'assassinat d'Aziz et de Saddam Hussein. A cette époque, il faut

rappeler que Washington soutenait Saddam Hussein en tant que rempart contre l'extension de la révolution iranienne aux populations chiite du monde arabe.

Le tribunal qui a prononcé ces condamnations avait été mis en place suite à un décret émis par le Conseil de gouvernement provisoire irakien sous contrôle de l'occupation américaine afin de juger les membres du gouvernement Baathiste, renversé par l'invasion américaine. Son personnel avait été trié sur le volet et rémunéré par l'ambassade américaine à Bagdad. Dès le début, ce tribunal fantoche s'était servi de méthodes les plus crues de « justice du vainqueur. »

L'homme qui va vraisemblablement signer l'ordre d'exécution est le premier ministre actuel, Nour El-Maliki, personnalité influente du Parti islamique Dawa tandis que le juge qui a prononcé la sentence, Mahmoud Saleh al-Hassan, est un membre du bloc politique chiite de Maliki, la Coalition pour l'Etat de droit.

Aziz a été jugé en grande partie lors des nombreux procès intentés contre lui en l'absence d'avocats de la défense, étant donné que les avocats qui avaient osé le défendre ont été menacés de mort par la milice chiite liée au régime soutenu par les Etats-Unis.

Au fond, il a été reconnu coupable de crimes commis par la police secrète de Saddam Hussein au motif qu'il avait fait partie du gouvernement irakien en tant que chef de la diplomatie du pays. Ceux qui connaissent le fonctionnement du régime Baathiste contestent cette logique en faisant remarquer qu'Aziz n'a jamais fait partie du cercle restreint qui contrôlait les forces de sécurité et qui était en grande partie recruté dans le clan de Hussein basé à Tikrit.

C'est une ironie cruelle qu'Aziz ait été condamné à mort pour persécution religieuse. Né en 1936 dans une famille chrétienne pauvre du Nord de l'Irak, Aziz fut attiré, lorsqu'il avait une vingtaine d'années, par la politique nationaliste oeuvrant pour le renversement de la monarchie soutenue par la Grande-Bretagne. A l'image de nombreux jeunes de sa génération radicalisés dans le monde arabe, il pensait qu'une révolution nationaliste pourrait libérer la région de l'héritage du colonialisme, y compris des divisions ethno-religieuses exacerbées par le recours de l'impérialisme européen à la méthode du diviser pour mieux régner.

Les forces politiques irakiennes supervisant son procès sont liées aux milices impliquées dans l'effusion de sang provoquée pour des raisons religieuses par l'occupation américaine. La population chrétienne irakienne a été décimée et la possibilité pour un chrétien comme Aziz d' occuper un poste de premier plan dans l'actuel gouvernement est absolument inexistante.

Chose plus fondamentale encore, le tribunal et le régime lui-même sont les fruits d'une guerre criminelle et de l'occupation de l'impérialisme américain. La condamnation à mort a été dictée par Washington.

Alors que l'Union européenne a qualifié la condamnation à mort prononcée à l'encontre de Tarek Aziz « d'inacceptable » et que le Vatican et plusieurs gouvernements européens demandent un recours en grâce, le gouvernement Obama garde un silence coupable.

La question évidente que pose le lynchage juridique de Tarek Aziz est la suivante : De quel droit le gouvernement à Washington et ses agents locaux se permettent-ils de juger quiconque pour crimes commis contre le peuple irakien ?

Comme Tarek Aziz l'a lui-même déclaré au journal britannique The Guardian en août dernier lors de l'unique interview qu'il a tenue depuis son emprisonnement, « Nous sommes tous les victimes des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne. Ils ont tué notre pays. »

Les sept années et demies passées de l'occupation américaine ont détruit la société irakienne et coûté la vie à plus d'un million de personnes, en transformant plus de quatre millions de personnes en réfugiés, en provoquant la famine et le chômage pour des millions de personnes de plus tout en en privant d'autres des services les plus essentiels.

Le fait de condamner Tarek Aziz à mort tandis que les auteurs de ces crimes – tant dans le gouvernement Bush que celui d'Obama – sont assurés de l'impunité n'est pas seulement un crime mais une obscénité.

Les défenseurs d'Aziz en signalant le caractère précipité de la condamnation à mort qui a été prononcée sans respecter le préavis usuel de 30 jours dans l'attente d'une telle décision, ont dit qu'elle était politiquement motivée. Ils ont accusé la cour d'agir au nom de Maliki et de ses commanditaires à Washington pour détourner l'attention de l'opinion publique de la diffusion par WikiLeaks la semaine passée de près de 400.000 documents américains secrets dévoilant le massacre de civils et la torture systématique pratiquée par les forces de sécurité fantoche irakiennes avec l'approbation tacite des Etats-Unis.

La cour martiale sommaire qui a condamné Aziz a opéré en tant qu'instrument de la politique américaine au même titre que le fait la « brigade des loups » que les Etats-Unis ont entraînée et à laquelle l'armée américaine, selon les documents de Wikileaks, a remis des prisonniers pour qu'ils soient torturés – souvent à mort – à l'aide de perceuses électriques, et administration de décharges électriques à haute tension et autres moyens sophistiqués de torture.

Washington a ses propres raisons de vouloir la mort de l'ancien ministre irakien des Affaires étrangères. Il y a ceux qui, au sein de l'establishment politique, ne peuvent accepter qu'il ait clairement réfuté les prétextes fabriqués de toutes pièces – « d'armes de destruction massive » et de liens avec Al Qaïda – pour l'invasion américaine.

De plus, la longue carrière diplomatique d'Aziz le place dans une position exceptionnelle pour révéler au grand jour le bilan criminel de l'impérialisme américain en Irak. Il fut le premier à avoir reçu Donald Rumsfeld (l'ancien secrétaire à la Défense de Bush au moment de l'invasion en 2003) lorsque celui-ci fut, en 1983, l'envoyé spécial du gouvernement Reagan chargé d'offrir le soutien des Etats-Unis à Saddam Hussein dans la guerre Iran-Irak.

Il se trouvait au cœur des manœuvres diplomatiques entre Washington et Bagdad juste avant la première Guerre du Golfe lorsque l'ambassadrice américaine à Bagdad, April Glaspie, avait accordé ce qui avait quasiment servi de feu vert à l'invasion du Koweït par l'Irak en 1990 et qui à son tour devait servir de casus belli pour une intervention massive de l'armée américaine dans le Golfe persique.

Il pourrait aussi révéler comment Washington avait systématiquement rejeté toutes preuves que l'Irak ne disposait pas « d'armes de destruction massive » et saboté toute tentative pour empêcher la guerre déclenchée par les Etats-Unis en 2003.

L'élite dirigeante américaine a grand intérêt à ce que Tarek Aziz emporte dans sa tombe les secrets qu'il détient sur les relations de ces 30 dernières années entre les Etats-Unis et l'Irak. Pourquoi laisser en vie un homme qui pourrait être cité comme témoin clé à leur propre procès pour crimes de guerre ?

C'est pour cette raison que la classe ouvrière internationale doit s'opposer à l'exécution de Tarek Aziz et exiger sa libération immédiate. La justice ne sera rendue au peuple irakien qui souffre que lorsque les responsables, qui ont mené une guerre d'agression illégale engendrant ces innombrables crimes, seront poursuivis.

[Bill Van Auken](#)

3 novembre 2010

Source : [World Socialist Web Site](#)

<http://www.michelcollon.info:80/Tarek-Aziz-menace-de-meurtre.html>

Pierre Tarnac: Tarek Aziz, le disparu.

« Cet homme...

est aujourd'hui au secret.

Que lui reproche-t-on ?...

Quel crime a-t-il commis ?...

Sur les dizaines, centaines, milliers peut-être d'hommes politiques occidentaux qui l'ont reçu, parfois flatté, parfois sollicité, personne apparemment ne se soucie de son sort ou du moins ne manifeste publiquement une ombre d'interrogation... »

Il a été reçu dans les palais nationaux : tapis rouge, huissiers empressés, attachés de cabinets affairés, virevoltant devant, derrière. Dans les salons s'entassaient les fonctionnaires (*hauts*), cous tendus, oreilles écartées, doigts fébriles sur le carnet de notes où se griffonnaient au vol les échanges louangeurs. Il était reçu aux Nations Unies. Le Secrétaire Général, les délégués, hors l'américain et le britannique, croisaient les doigts : pourvu qu'il acceptât de venir, de s'asseoir, de discuter.

Certes, il était souriant mais dur, courtois mais rigoureux. Mais enfin son pays, sur sa recommandation sans doute, avait accepté le premier la résolution après sept ans de guerre avec les Mollahs, bien avant ceux-ci qui firent encore traîner douze mois les tueries. Il était reçu au Vatican. Oh certes ! Sa religion affichée – *qui*

l'inscrivait au rang des rares fidèles d'une chrétienté en peau de chagrin – devait être d'avantage de convenance que foi vécue et prodiguée. Mais enfin son pays, si vite aujourd'hui qualifié de barbare, tyrannique, était l'un des rares où celui qui n'est pas musulman respirait librement, ne se sentait ni écarté, ni toléré gentiment mais de haut en bas et le Cardinal envoyé par le Saint Père était sans doute bien heureux, quelques jours plus tard, de le revoir, de lui parler et d'obtenir par son truchement une audience du dictateur local. Que se sont-ils dit ? Nul ne le saura. Mais au printemps de cette année alors que d'autres se préparaient à tuer, il reste que le Saint-Siège ne jugeait pas anormal qu'un entretien eût lieu et qu'un visiteur, le dernier des Occidentaux, fut un Prince de l'Eglise, français de surcroît.

Est-ce ceci qui fit bondir la collaboratrice, au doux nom de tsarine orthodoxe, d'un grand journal autrefois réputé pour ses opinions modérées, sa prose tempérée ? Mais voilà que quelques semaines après le déclenchement de la guerre, cette journaliste donna dans le massacre épistolier. La haine coula à ras bord. Tout y passa, sans grande élégance : les traits physiques – *vilain nez, épaisses lunettes, l'allure vestimentaire* – le cigare, le tout ramené sous un titre définitif, quelque chose comme le dernier des « *Caïmans* ». Aimable désignation pour qualifier un homme qui depuis des années plaidait la cause certes difficile, mais aussi plaidable que celle des régimes hypocrites qui l'entouraient, de son pays.

« *Il prenait des risques mais il sauvait des vies* »

Il le faisait pour des raisons simples qui conduisent les hommes depuis toujours à défendre leur pays parce qu'ils préfèrent pour le diriger quelqu'un de leur sol plutôt qu'un martien hurlant des borborygmes qu'il croit être un langage universel, bardé de mitrailleuses. Tremblant peut-être mais allant jusqu'au bout, il recommandait à son dictateur d'accepter en fin de compte la mise en œuvre d'exigences hautaines des Nations unies, de passer sous les fourches caudines de la résolution pétrole contre nourriture, si désinvolte pour la souveraineté et la dignité du peuple irakien. Il prenait des risques mais il sauvait des vies.

Ces vies sauvées, la France en compta aussi, grâce à lui. Le sait-elle ? Cette brillante journaliste qui fut toute saisie ce dernier printemps d'une vigoureuse haine contre celui par qui des vies, la sienne pourquoi pas, innocente parisienne, furent épargnées, se souvient-elle ? 1986, l'année commence mal en France. On s'épuise à libérer des otages français pris au Liban. Le gouvernement détient deux individus, deux Irakiens mais ennemis farouches de Saddam Hussein, membres d'un mouvement islamiste radical et terroriste opérant à l'extérieur de l'Irak. Le gouvernement veut se débarrasser de ces hommes dont il redoute l'activité en France. Mais il commet une lourde erreur. Au lieu de les expédier dans quelque lointaine terre d'exil, il les réexpédie à Bagdad, chez le tyran, le barbare absolu. Fureur de toutes les bonnes âmes et en premier chef du mouvement islamiste. Personne ne doute que les personnes sont torturées, tronçonnées, hachées, ou vont l'être aussitôt. Le mouvement islamiste, de sa base orientale, annonce, comme première représailles, la mise à mort d'un otage français. Toutes affaires cessantes, le gouvernement français dépêche à Bagdad deux émissaires qui implorent ce régime abominable de pouvoir, si quelque chance existe encore, rapporter la preuve que les deux extrémistes sont encore en vie. On ne donne pas cher de la mission des diplomates. Or, stupeur et tremblement... Les opposants sont montrés vivants aux émissaires qui n'en croient pas leurs yeux et publient la nouvelle... Menaces et représailles cessent. Mais reviennent, quelques semaines plus tard, pour éprouver le nouveau gouvernement français. Août 1986 n'est pas si vieux. Se rappelle-t-on la série d'attentats, les sirènes, les ambulances, les morts, à Paris, dans l'indifférence d'ailleurs complète de nos partenaires et amis atlantiques ?

« *Et les attentats cessèrent...* »

La France était seule, bien seule face au terrorisme. Seule, mais il y avait cet homme, ce fameux « *caïman* » dont parle la collaboratrice d'un journal équilibré. A New York, en septembre 1986, en marge d'une rentrée des Nations Unies, des Français le rencontrèrent. Ils lui demandèrent l'impossible : qu'un gouvernement souverain qui a quelque raison de garder sous contrôle deux extrémistes, membres d'une organisation étrangère terroriste qui a juré sa perte, que ce gouvernement abdique sa souveraineté, libère les deux hommes et non seulement les libère mais leur permette de trouver refuge en France ; tout ceci pour tenter de mettre fin à une campagne d'attentats menée sur le sol français par la maison mère de ces extrémistes. Voilà tout bonnement ce que demandaient ces Français en tournant leurs bérêts entre leurs doigts, plutôt humblement et sans se faire grande illusion. Pensez donc : l'Irak, la barbarie, la tyrannie etc... Le « *caïman* » aux grosses lunettes, au cuir épais de séide obtus, écouta, un peu bougon il est vrai. La demande était quand même exorbitante. Mais il répondit que malgré la dureté de son cœur, la réputation détestable bien établie de son régime, il plaiderait. Et il obtint satisfaction du dictateur sanguinaire. Et les deux opposants quittèrent l'Irak et revinrent en France (*où ils s'inscrivirent, dit-on, à un cours de philosophie*). Et les attentats cessèrent. Et vie fut laissée à de braves gens qui prenaient le métro, allaient au restaurant, faisaient des courses, parmi lesquels certains ou certaines qui plus tard cracheront leur venin, manière à eux d'exprimer leur reconnaissance, contre le dernier des « *caïmans* ».

Cet homme, on l'aura reconnu, est aujourd'hui au secret. Que lui reproche-t-on depuis le jour pas si ancien où personne ne reprochait au Saint Père de la recevoir ? Quel crime a-t-il commis entre le jour où il reçut lui-même à Bagdad un cardinal français et celui où il fut mis au trou ? Sur les dizaines, centaines, milliers peut-être d'hommes

politiques occidentaux qui l'ont reçu, parfois flatté, parfois sollicité, personne apparemment ne se soucie de son sort ou du moins ne manifeste publiquement une ombre d'interrogation. Mais il fallait que le nom de Tarek Aziz fut rappelé. Qu'en osant réclamer de Saddam Hussein qu'il fit acte de pardon, il épargna des vies françaises. Nul, semble-t-il, n'en a parlé depuis sa reddition au lendemain de l'effondrement de Bagdad. Silence.

* Pseudonyme d'un diplomate français qui eut à connaître des affaires relatées ici, mais qui préfère garder l'anonymat.

Pierre Tarnac *

(L'Indépendance - Novembre-décembre 2003)

Vendredi 29 octobre 2010

Source : France Irak

<http://www.france-irak-actualite.com/...>

1 Les brèves

Ndlr : la publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse ou le point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information.

1-1 Contrebande de filles.

Revue de presse : La police irakienne arrête un gang spécialisé dans la contrebande de filles

La police irakienne a appréhendé les membres d'un gang spécialisé dans la contrebande de filles qui opéraient dans la province de Bassora. La plupart des filles vendues à l'étranger appartiennent à des familles pauvres de la ville.

Un commerce florissant qui s'est répandu depuis 2003

La contrebande de filles est un business florissant en Irak. Depuis l'invasion américaine de 2003, ce commerce est aussi répandu que le trafic illicite de stupéfiants, d'antiquités et d'armes.

« *Le trafic de jeunes filles est un phénomène étrange et inacceptable dans une société traditionnelle comme l'Irak* », nous a déclaré un agent de sécurité qui préférait garder l'anonymat. Il a ajouté que ce n'était pas la première fois que la police arrêtait ce genre de trafiquants : « *Les gangs s'en prennent aux petites filles. Ils fournissent de faux passeports et facilitent leur voyage à l'étranger* ». Mais il a refusé de donner des détails sur le nombre de filles passées en contrebande.

Des gangs qui poussent comme des champignons

Pour Tareq Hareb, expert juridique, il y a en Irak de nombreuses bandes organisées, spécialisées dans la vente de filles. Il attribue ce trafic à « *la pauvreté abjecte qui règne dans le pays* ». Hareb dit que la loi irakienne est extrêmement sévère avec les contrebandiers qui, s'ils sont reconnus coupables, sont condamnés à la réclusion à perpétuité. « *Mais les filles irakiennes hésitent à les dénoncer. Elles craignent la honte que génèrent de telles révélations. C'est la raison pour laquelle ces gangs poussent comme des champignons* ».

La Professeur Fawziya al-Attiya a une opinion différente. Pour elle, la cause principale de la contrebande de filles est le manque de sécurité.

Les crimes dont les femmes sont victimes ont fait un bond en avant depuis l'invasion américaine. Le nombre de veuves et de familles irakiennes dirigées par des femmes a grimpé en flèche.

Source: *Iraqi police seize gang specialized in smuggling of girls*

Hassan Saraa Azzaman*

14/10/10)

- Azzaman est un des principaux quotidiens irakiens. Il est publié simultanément à Londres et Bagdad. Au tout début des années 90, son directeur, Saad al-Bassaz, a dirigé l'Agence de presse et l'Office radio-

15 octobre 2010 5 15 /10 /2010 22:00

<http://france-irak-actualite.over-blog.org/>

1-2 Des Américains en uniforme irakien.

Sur le terrain, la résistance à la double occupation se poursuit : la Zone verte a été à nouveau bombardée, des postes militaires attaqués, plusieurs collaborateurs ont été assassinés. Les Américains, calfeutrés dans leurs bases, en sortent de plus en plus souvent en uniforme irakien pour passer inaperçus. En coulisse, certaines organisations de résistance envisageraient maintenant de s'adjoindre une façade électorale. C'est, semble-t-il, le cas du Front Islamique de la Résistance Irakienne (al-Jabha el-Islamiya lil Moqawama al-Iraqiya –JAMI) que l'on dit proche des Frères Musulmans.

A suivre...

14-10

<http://www.france-irak-actualite.com/article-irak-la-foire-d-empoigne-parlementaire-58887851.html>

1-3 Des combattants irakiens se tournent vers Al-Qaïda.

nb : Ndlr : la publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse ou le point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information.

Des combattants irakiens appartenant aux milices du "Réveil", affiliées à l'armée américaine, auraient fait allégeance ces derniers mois au réseau Al-Qaïda, peut-être par centaines, a rapporté dimanche le New York Times.

Citant des responsables anonymes au sein du gouvernement irakien, d'anciens et actuels membres des milices du "Réveil" et des résistants, le quotidien affirme que même s'il n'existe pas de chiffre précis, des centaines de ces combattants, parmi lesquels beaucoup ont acquis une grande connaissance du fonctionnement de l'armée américaine, semblent avoir rejoint les rangs d'Al-Qaïda.

En outre, des responsables estiment qu'il est possible que des milliers de combattants du "Réveil" qui reçoivent toujours de l'argent des autorités irakiennes aident secrètement la résistance, ajoute le journal.

Ces défections sont dues en partie à une frustration envers le gouvernement mené par les chiites, que les milices du "Réveil" jugent hostile à leur mouvement, ainsi qu'aux pressions exercées par Al-Qaïda, a noté le quotidien.

Elles ont accéléré depuis les élections législatives de mars, les sunnites n'étant pas certains de maintenir leur influence politique dans le pays, alors que la formation du nouveau gouvernement patine toujours.

Ces défections menacent l'équilibre social et politique de l'Irak, alors que l'armée américaine se prépare à quitter complètement le pays à la fin de 2011, souligne le New York Times.

16 octobre 2010.

2 Point de vue

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

2-1 Felicity Arbuthnot : Le Cauchemar : les atrocités de l'invasion en Irak : L'exhumation de l'inconcevable.

J'ai cette conviction profonde que le devoir du journaliste consiste à faire des comptes-rendus, à mettre en lumière des lieux souvent sombres, à servir de voix pour ceux dont la voix, les craintes, la détresse risquent de ne pas être entendues ou révélées. Écrire à propos des émotions que l'on peut parfois sentir en faisant ce devoir est un anathème et une redondance, de toute façon. Le but du journaliste est de tenter d'attirer l'attention sur les torts, non pas de pleurnicher sur les effets qu'ils peuvent avoir. Cela relève de la vie privée et c'est précisément ce qu'elle devrait être: privée. Si les politiciens désirent se dépouiller de leur dignité et faire allusion à tout, à leur vie sexuelle, à l'utilisation de leur deuil personnel pour gagner des votes de sympathie, ceux qui possèdent une parcelle de respect de soi ne souhaitent pas les imiter. Ici, je brise mon tabou, pour une bonne raison.

Depuis plusieurs semaines j'ai à nouveau fait des recherches en profondeur sur les atrocités de l'invasion de l'Irak, exhumé l'inconcevable, fait abstraction de toute émotion et lu à propos de la terreur, de la torture, de monstrueuses cruautés, d'un insupportable mot à l'autre. J'ai ensuite revisité Fallujah [1], où des documents, l'un après l'autre, révélaient les tréfonds des dépravations les plus sombres que peut toucher le « fils » ou la fille « d'une mère quelconque ». En effet, le père ou la mère d'un enfant quelconque est capable d'abattre les enfants, les bambins, les bébés des autres, de sang-froid, de leur rouler dessus avec des chars d'assaut, laissant leurs restes pathétiques en pâture aux chiens errants.

Parmi les photographies observées, nombreuses étaient celles que même les enquêteurs les plus endurcis jugeaient « trop troublantes à voir ». Cela n'est pas mon point de vue. Si des membres de familles ayant survécu peuvent regarder, identifier, enterrer leurs proches avec amour et respect, si des travailleurs d'urgence (lorsqu'ils n'ont pas été incinérés par les troupes étasuniennes elles-mêmes) et du personnel médical (lorsqu'il n'a pas été abattu, emprisonné, torturé ou ligoté, un sac sur la tête) peuvent photographier les corps soigneusement, noter l'heure et le lieu de leur découverte pour ensuite les numéroter, les envelopper et les conserver un certain temps avant l'inhumation, dans l'espoir que des parents viennent réclamer les corps calcinés, mutilés ou pire, les restes des dépouilles, alors il s'agit d'un devoir pour ceux qui ont une quelconque « voix » aux États-Unis et au Royaume-Uni, les pays responsables du premier génocide documenté du 21^e siècle, d'y attirer l'attention, à la mémoire et en l'honneur des victimes sans voix, sans nom et non dénombrées, dans l'espoir que tôt ou tard, un recours légal s'ensuive.

En réalité, c'est la compassion qui a triomphé de tout : des corps et des visages brûlés jusqu'à en être presque méconnaissable, des cadavres éviscérés, de tous les yeux, au regard souvent fixe, lançant encore un silencieux appel à l'aide mêlé de totale stupéfaction. « On fait fuir la racaille », a écrit un marine sur son site web. « On leur a brûlé la cervelle », a écrit un autre, alors que bon nombre d'entre eux prenaient des photos de ces âmes perdues et les envoyaient à des sites porno en échange de visionnement gratuit. Et entre les occupants étasuniens (redésignés « conseillers » de manière surréaliste – même voiture, nouvelle peinture) et ce que Hussein al-Alak d'Iraq Solidarity Campaign a nommé « le gouvernement de Vichy aux passeports étrangers, imposé par les États-Unis », qui se battra pour la justice envers les Irakiens?

Par ailleurs, comme depuis 1991, cette guerre est également une guerre contre les enfants à naître, les nouveaux nés et les moins de cinq ans. En plus des cadavres, des ruines, des décombres, du sang et des membres sanguinolents, il y a les difformités : les nouveaux nés, venus au monde sans yeux, sans cerveau, avec un œil de cyclope, sans tête, avec deux têtes, sans membres ou sans doigts ou avec des doigts en trop. Un pays biblique transformé en armageddon génétique et écologique pour les générations actuelles et futures, jusqu'à la fin des temps. « Mission accomplie », a déclaré George W. Bush dans sa petite combinaison de vol ridicule, à bord de l'USS Abraham Lincoln le 1^{er} mai 2003. « Que la liberté règne », a-t-il griffonné après les premières « élections » corrompues, meurtrières et jonchées de cadavres. Résultat : « Que le génocide commence ».

Le « vice-roi » nommé par les États-Unis en Irak, J. Paul Bremer, vêtu pour le rôle, à l'hollywoodienne, dans ses ridicules bottes lacées ou bottes d'armée, dépendant de votre perception, est arrivé peu après l'invasion, croyant apparemment à la réduction de la population. Il aurait demandé quelle était la population de l'Irak et on lui aurait répondu environ vingt-cinq millions. Il aurait alors rétorqué : « Beaucoup trop, disons cinq ». Mais à l'époque, il était l'homme de Kissinger Associates.

En lisant, j'écoutais les grands de ce monde au sein de divers corps légaux se demander si les événements au Congo et au Rwanda devaient être « classés » comme génocide. En juillet 2004, alors que les troupes étasuniennes s'entraînaient pour le massacre de Fallujah au mois de novembre suivant, la Chambre des représentants des États-Unis a voté à l'unanimité une résolution qualifiant la tragédie du Darfour de « génocide ». Les élus ont demandé à l'administration d'envisager une action « multilatérale ou même unilatérale » pour mettre un terme à ce génocide. Hésiter à prendre des mesures proactives afin de prévenir davantage de pertes de vie était selon eux « criminel ».

De nos jours, les génocides sont selon toute apparence commis uniquement par des Africains ou des Européens de l'Est, non par ces grands bastions de la démocratie que sont les États-Unis, le Royaume-Uni et l'allié Israël, « la seule démocratie au Moyen-Orient ». Les Forces israéliennes de défense ont entraîné des troupes étasuniennes pour le pogrom de Fallujah en novembre 2004 [2]. « Si ça bouge, tirez dessus », était l'ordre du jour. Comme lors des deux guerres mondiales, comme en Corée, au Vietnam, le visage de la libération ne change jamais.

« Leurs tactiques impliquent essentiellement une puissance de feu massive [...], le recours à des chars d'assaut et des hélicoptères pour tirer sur des cibles [...], la démolition d'édifices, l'installation de tireurs d'élite sur des toits, ils font des trous dans les murs [et] font feu sur tout ce qui bouge. » Cela s'ajoute aux « bombardements aériens et aux tirs d'obus provenant de gros canons de campagne ». La détresse de Fallujah « [n]'était pas complètement comprise en Occident, sauf par certains survivants du ghetto de Varsovie [...] [I]ls étaient coincés [comme] des lapins dans un champ de maïs, encerclés pour être fauchés et démembrés par des moissonneuses-batteuses [3]. » Les photographies constituent un témoignage de cette effrayante description. Les héros méconnus sont ceux qui ont décidé d'enregistrer ces crimes pour qu'un jour, quelque part, ils soient connus et qu'une justice vengeresse soit demandée. Ces images terribles, pathétiques représentent le témoignage silencieux du premier génocide connu de l'Occident au 21^e siècle. Malheureusement, il est presque certain qu'avec le temps, l'Irak et l'Afghanistan produiront davantage de preuves.

L'embargo onusien de plus de treize ans, un génocide silencieux encouragé par les États-Unis et le Royaume-Uni, interdisait à l'Irak tous les besoins de première nécessité. Les enfants mouraient de « causes liées à l'embargo », à raison d'environ six mille par mois. Lors de mes visites à cette époque, le fait d'être témoin du déchirement, de la perplexité face à leur détresse me faisait toujours sentir terriblement coupable de partir. L'on voit et partage, dans une certaine mesure, l'inimaginable perpétré en son nom, pour ensuite partir. De l'autre côté de la frontière, en Jordanie, les lumières étaient allumées, la ville était animée, de l'eau potable coulait du robinet, et les bombes étasuniennes et britanniques ne tombaient pas. Pourtant, si près de là, les enfants mouraient, les gens mouraient, en notre nom à « Nous, le peuple ... ».

En regardant les photos, en lisant sur les abîmes pratiquement incompréhensibles de la destruction sadique de leurs semblables dans lesquelles peuvent sombrer uniformément des hommes et des femmes en uniformes, je pouvais du même coup m'échapper à la fin de la journée. Je pouvais me faire un repas, aller écouter un spectacle de jazz dans un de mes pub favoris ou simplement me verser un verre de vin et écouter de la musique, entourée de nombreux livres, d'une collection de photographies et d'articles que j'aime, dans une maison que j'apprécie, avant d'aller chercher la chaleur du duvet et un lit confortable.

Toutefois, si la conscience peut se fermer, de toute évidence, le subconscient ne le peut pas. Une nuit, le cauchemar, qui n'était certes pas un cauchemar, mais la réalité, m'a frappée. Dans le monde surréel des cauchemars, je me suis « réveillée » pour me retrouver trempée, du sang coulant sous mes bras. En me demandant ce qui se passait et quoi faire, j'ai fait, au pays des cauchemars, ce que je fais fréquemment lorsque je tente de résoudre un problème (quoique je n'aie pas l'habitude de le faire à 3 heures du matin) : j'ai rassemblé mes outils et je suis allée dans mon jardin. Comme toujours, j'ai taillé et soigné des plantes et des buissons. La plupart se sont développés à partir de petites boutures d'un quart de pouce. Elles ont été traitées aux petits soins à l'intérieur jusqu'à ce que la température soit clémente, ensuite plantées dehors dans un abri chaud, à nouveau nourries et entretenues jusqu'à ce que soudainement, comme du jour au lendemain, une extension vibrante et colorée, se tenant sur ses propres racines, soit prête à faire face à toutes les saisons. Toutefois, mon jardin, avec ses haies protectrices (des fleurs blanches en été, des baies orange en hiver et des buissons épineux pour dissuader les intrus), avait disparu. Il n'y avait que des traces de bulldozer, profondes, dévastatrices, n'ayant laissé ni feuille, ni tige, ni fleur, seul un désert.

Puis, dans le monde des cauchemars, en pyjama, ensanglantée, j'ai réalisé que je n'avais pas de clés pour retourner à l'intérieur. Et si quelqu'un me trouvait dans cet état ? Je me suis retournée vers la porte d'entrée afin de tenter de trouver une solution, mais l'édifice avait disparu. J'étais seule, sanguinolente, presque nue et tout avait disparu. Soudainement, en me retournant vers d'autres édifices familiers, il n'y avait plus rien, que des ruines, des décombres, une terre à l'abandon à perte de vue. Ma vie, mes livres, ma zone de confort n'existaient plus. Les vêtements ensanglantés dont j'étais vêtue étaient tout ce qui restait.

Évidemment, comme en fuite, je me suis réveillée, trempée et grelottante, avec un bain chaud, une machine à laver, un placard-séchoir chaud et plein de literie propre et mon jardin, toujours intact. Le peuple irakien, avec ses maisons, ses jardins, ses vergers, ses palmeraies ou ses plantations sur les balcons ou les toits plats, tous détruits et les Palestiniens souffrant de la même calamité, depuis soixante-deux interminables années, sans oublier les Afghans, dans leurs quartiers rasés, détruits au même titre que leurs vergers et leurs jardins de fleurs et d'abricots, ces peuples vivent un cauchemar duquel ils ne se réveillent jamais.

J'ai repensé à l'enfant irakien, dont les parents avaient un beau jardin et qui, avant l'invasion, nous avait montré, à une amie et à moi, son cahier de dessins. Un des dessins abondait de fleurs, soigneusement colorées de nombreuses teintes et, à côté, des soldats étasuniens, tirant sur elles. « Pourquoi les soldats tirent-ils sur les

fleurs ? », avons-nous demandé. « Parce que les Étasuniens détestent les fleurs », a-t-elle répondu solennellement. Ce fut un moment extrêmement triste : elle représentait tant d'enfants pour qui les Étatsuniens ne représentaient rien d'autre que la colère, la peur et la privation. Elle ne savait rien de ces Étasuniens qui avaient travaillé sans relâche pour renverser la situation. Si elle a survécu, elle est devenue une adulte. Il est peu probable que sa vision ait changé.

Au Royaume-Uni, le parlementaire Dr. Bill Wilson [4] s'acharne à traîner Tony Blair devant la justice. Pour servir sa cause, il a écrit au premier ministre écossais Alex Salmond et au secrétaire du ministère de la Justice Kenny MacAskill en réclamant que le corps législatif écossais adopte la définition internationale de crime d'agression, récemment approuvée. Sa lettre va comme suit :

« Plus tôt cette année, à Kampala, la Conférence d'examen du Statut de Rome par la Cour pénale internationale [5] a adopté une résolution par laquelle elle amendait le Statut afin d'inclure une définition du crime d'agression et les conditions dans lesquelles la Cour peut exercer sa compétence à cet égard. Le présent exercice de compétences sera soumis à une décision après le 1er janvier 2017 par la même majorité d'États partis, comme cela est requis pour l'adoption d'un amendement au Statut. Je crois cependant qu'en ce moment il n'existe pas d'obstacle légal pour les pays désirant inclure individuellement cette nouvelle définition de crime d'agression dans leur législation. J'espère que vous serez d'accord qu'il serait à l'honneur de l'Écosse si nous pouvions être l'un des premiers pays à le faire. Pour l'actuel gouvernement écossais, il s'agirait par ailleurs d'un bel héritage à laisser au moment où son mandat s'achève. »

Il a ajouté qu'en plus, puisque la Cour pénale internationale a approuvé une définition du crime d'agression, « [il] croit que bien que la CPI ne peut pas elle-même engager de poursuites sur cette base pour le moment, rien n'empêche les pays d'inclure immédiatement cette définition dans leur propre législation. Si l'Écosse le faisait, il servirait d'excellent exemple au reste du monde et enverrait un message clair en ce qui concerne notre respect pour le droit international. Cela encouragerait aussi fortement l'actuel gouvernement du Royaume-Uni et les suivants à réfléchir prudemment avant de se lancer dans une guerre ».

« Je crois que la majorité des Écossais ne souhaite pas que la tragédie que nous avons vue se dérouler en Irak se répète. Cela pourrait être une façon de prévenir de telles aventures malavisées. » Le Dr. Wilson est catégorique : L'Écosse est en mesure de « mener sur le plan éthique en adoptant la définition de crime d'agression » et un avis juridique l'approuve. Il envisage d'utiliser Fallujah comme exemple de ce genre d'agression, mais indique également qu'il en existe sûrement de nombreux autres, lesquels ne sont pas documentés pour l'instant.

Comme le rappelle John Pilger, Tony Blair a promis que l'invasion (illégal) de Bagdad se ferait « [...] sans bain de sang et qu'à la fin, les Irakiens célébreraient [...] En réalité, la conquête criminelle de l'Irak a écrasé une société, tué jusqu'à un million de personnes, chassé quatre millions de personnes de leur maison, contaminé des villes comme Fallujah avec des poisons cancérigènes et laissé une majorité de jeunes enfants mal nourris, dans un pays autrefois décrit par l'Unicef comme un "modèle" ». (New Statesman, 30th September, 2010.)

Alors que le Pakistan, l'Iran, le Yémen et la Somalie semblent se trouver dans de futures visées impériales, il est certainement nécessaire d'établir un précédent qui servira de mise en garde aux chefs mal intentionnés. Le Dr Gideon Polya, qui a travaillé sur la surmortalité due aux invasions depuis 1950, déclare ceci à propos de l'Afghanistan : « Le taux de décès annuel sous l'occupation en Afghanistan est de 7 % pour les moins de 5 ans, comparativement à 4 % pour les Polonais et à 5 % pour les juifs français pendant l'occupation nazie de la Pologne et de la France. »

Les États-Unis et le Royaume-Uni, dont les chefs ont claironné les dangers d'un « nouveau Hitler » dans les pays qu'ils ont prévu d'anéantir, ont surpassé les nazis. Ça suffit.

Felicity Arbuthnot

[Mondialisation.ca](http://mondialisation.ca), le 20 oct. 2010

Article original en anglais : The Nightmare: The Iraq Invasion's Atrocities, Unearthing the Unthinkable, publié le 9 octobre 2010

Traduction Julie Lévesque

Notes de l'auteur :

<http://www.globalresearch.ca/index.php?context=va&aid=212121> (Voir aussi : www.billwilsonmsp.org)

"War Crime or Just War", Nicholas Wood, South Hill Press, 2005.

Voir 2.

Voir 1.

[Clôture de la Conférence de révision du Statut de Rome à Kampala](#)

En lien avec cet article :

16 oct 2010 | Sébastien Rochat, pour [Arrêt sur Images](#) | "Arrêt sur Images : Face à Blair, Canal+ rend les armes (de destruction massive)"

8 oct. 2010 | Jason Lewis, [Dailymail / Mailonline](#) | "Commission Chilcot : les entretiens secrets USA / GB avant 2002 pour envahir l'Irak"

15 sept. 2010 | Robert Fisk, [The Independant](#) | "Le fléau que les Américains laissent derrière eux en Irak"

2 sept 2010 | Bill Van Auken, [Le Grand Soir](#) | "Obama programme une escalade des massacres au Yémen"

20 août 2010 | Julie Hyland, [World Socialist Web Site](#) | "Le vice-premier ministre de la Grande-Bretagne admet que la guerre en Irak est illégale"

19 août 2010 | Layla Anwar , [arabwomanblues.blogspot.com](#) | "Fallujah, c'est pire qu'Hiroshima"

5 août 2010 | Eva Golinger, [mondialisation.ca](#) | "Les secrets des mercenaires de Blackwater"

2 août 2010 | SnowCrash, [911Blogger](#) | "Le fondateur de Wikileaks, Julian Assange, est « ennuyé » par la vérité sur le 11 septembre"

<http://www.reopen911.info/News/2010/10/26/le-cauchemar-les-atrocites-de-l%E2%80%99invasion-en-irak/>

Felicity Arbuthnot, [mondialisation.ca](#), le

[Mondialisation.ca](#),

20 octobre 2010

« *Ceux qui peuvent vous faire croire des absurdités peuvent vous faire commettre des atrocités.* » François-Marie Arouet - "Voltaire"

(1694-1778.)

2-2 Silvia Ribeiro : Blackwater, Monsanto et Bill Gates, les machines de guerre.

Un article de Jeremy Scahill, (Les opérations secrètes des Blackwater), paru dans The Nation le 15 septembre 2010, a révélé que la plus grande armée de mercenaires du monde, la compagnie de services clandestins d'intelligence Blackwater (aujourd'hui appelée X^eServices) a été vendue à la multinationale Monsanto. Blackwater a été rebaptisée en 2009, après que de nombreux rapports de débordements, dont des massacres de civils, en Irak l'aient rendue célèbre dans le monde.

Elle reste le plus grand prestataire privé de « services de sécurité » du ministère des Affaires étrangères zuniien à pratiquer le terrorisme d'État, offrant ainsi au gouvernement la possibilité nier sa pratique.

De nombreux militaires et anciens officiers de la CIA travaillent pour Blackwater ou des entreprises assimilées ou créées pour détourner l'attention de leur mauvaise réputation et rendre plus lucrative la vente de d'autres gouvernements, banques et compagnies multinationales de leurs infâmes services, allant de l'information et du renseignement à l'infiltration, en passant par le lobbying politique et la formation paramilitaire. Selon Scahill, les affaires avec les multinationales comme Monsanto et Chevron, et des géants de la Finance tels que Barclays et Deutsche Bank, sont conduites par deux sociétés appartenant à Erik Prince, le propriétaire de Blackwater : Total

Intelligence Solutions et Terrorism Research Center. Leurs fonctionnaires et administrateurs ont en commun Blackwater.

L'un d'eux, Cofer Black, l'un des directeurs de la CIA connu pour sa brutalité, est celui qui, en tant que directeur de Total Intelligence, a pris contact avec Monsanto en 2008 pour conclure un contrat avec la compagnie pour espionner et infiltrer les organisations de résistants des droits des animaux et des anti-OGM, et accomplir les autres sales boulots du géant de la biotechnologie.

Contacté par Scahill, Kevin Wilson, un cadre de Monsanto, a refusé de commenter, mais a confirmé plus tard à The Nation qu'ils avaient engagé Total Intelligence en 2008 et 2009, seulement, selon lui, pour garder une trace des « révélations » de leurs opposants. Il a aussi indiqué que Total Intelligence est une « entité totalement distincte de Blackwater. »

Pourtant, Scahill possède des copies de courriels de Cofer Black après sa rencontre avec Wilson pour Monsanto, où il explique à d'autres anciens agents de la CIA, en utilisant leurs adresses de courriels chez Blackwater, que la discussion avec Wilson était que Total Intelligence est devenu « l'organe de renseignement de Monsanto, » pour l'espionnage des résistants et d'autres actions, incluant « l'intégration légale de nos gens dans ces groupes. » Monsanto a payé Total Intelligence 127.000 dollars en 2008 et 105.000 dollars en 2009.

Il n'étonnera guère qu'une compagnie engagée dans la « science de la mort » comme Monsanto, dédiée dès l'origine à créer des poisons toxiques à répandre, de l'Agent Orange aux BPC (biphényles polychlorés), des pesticides, des hormones et des semences génétiquement modifiées, est associée à une autre compagnie de voyous.

Quasi simultanément à la publication de cet article dans The Nation, Via Campesina a signalé l'achat de 500.000 actions de Monsanto, pour plus de 23 millions de dollars, par la Fondation Bill et Melinda Gates, qui, avec cette action, a complètement jeté le masque de la « philanthropie. » Encore une association qui ne surprendra guère.

Il s'agit d'un mariage entre deux monopoles des plus cyniques de l'histoire de l'industrialisme : Bill Gates contrôle plus de 90 pour cent de part du marché de l'informatique propriétaire et Monsanto environ 90 pour cent du marché mondial des semences transgéniques et la majorité des semences commerciales du monde. Il n'existe aucun autre monopole aussi vaste de secteurs industriels. Leur l'existence même est une négation du fameux principe du capitalisme de « concurrence de marché. » Gates et Monsanto sont tous deux très agressifs dans la défense de leurs monopoles mal acquis.

Bien que Bill Gates puisse être tenté de dire que sa Fondation n'a aucun rapport avec son entreprise, tout prouve le contraire : la plupart de ses dons finissent par favoriser les investissements commerciaux du magnat. Quoique ce soit, ce ne sont pas vraiment des « dons, » puisque au lieu de payer des impôts à l'État, la Fondation investit ses bénéfices là où c'est favorable économiquement, y compris dans la propagande sur ses bonnes intentions présumées. Ses « dons » financent au contraire des projets aussi destructeurs que la géo-ingénierie ou le remplacement des médicaments de la communauté naturelle par des médicaments brevetés de haute technologie dans les régions les plus pauvres du monde. Quelle coïncidence ! L'ancien ministre [mexicain] à la Santé Julio Frenk et [l'ancien président du Mexique] Ernesto Zedillo sont des conseillers de la Fondation.

Comme Monsanto, Gates est aussi engagé dans une tentative de destruction de l'agriculture rurale dans le monde, principalement à travers l'« Alliance pour une révolution verte en Afrique » (AGRA). Il fait office de cheval de Troie dans le but de déposséder les agriculteurs pauvres africains de leurs semences traditionnelles, afin de les remplacer d'abord par des semences de leurs compagnies, et ensuite par des semences génétiquement modifiées. À cette fin, en 2006 la Fondation a embauché Robert Horsch, le directeur de Monsanto. Gates expose maintenant des bénéfices importants, directement revenus à leur source.

Blackwater, Monsanto et Gates sont les trois faces d'un même calcul, la machine de guerre contre la planète et la plupart des gens qui l'habitent : les paysans, les communautés autochtones, les gens qui veulent partager les informations et les connaissances ou tous ceux qui ne veulent pas être sous l'égide du profit et du pouvoir destructeur du capitalisme.

Silvia Ribeiro:

L'auteur, Silvia Ribeiro, est chercheuse à l'ETC Group.

Cet article, paru à l'origine dans le journal mexicain La Jornada, a été traduit de l'espagnol pour La Pravda en anglais par Lisa Karpova.

La Pravda en anglais, 14 octobre 2010

2-3 Gilles Munier : la foire d'empoigne parlementaire.

Les mois passent et les députés irakiens ne parviennent toujours pas à s'entendre sur les noms des personnalités qu'ils doivent élire : Président de l'Assemblée, Président et vice-présidents de la République, Premier ministre. Quelle que soit la triste figure de ce dernier, il devra ensuite choisir ses ministres sans vexer ceux qui l'ont élu. Mission impossible.

Les candidats en lice : Iyad Allaoui, Nouri al-Maliki, Adel Abdel Mahdi ont beau manier la carotte et le bâton, quand ils approchent les 163 sièges nécessaires pour former un bloc parlementaire majoritaire, *pfuittt* ... des députés glissent entre leurs doigts, mécontents pour une raison ou une autre, achetés par un adversaire, par les *Gardiens de la Révolution iranienne*, par la *CIA*, ou faisant tout simplement monter les enchères.

Al-Maliki sur le chemin de Damas

Depuis qu'avec l'accord au moins tacite des Etats-Unis, l'Iran a renouvelé son soutien à Nouri al-Maliki et forcé Moqtada al-Sadr à le rejoindre, le Premier ministre sortant est en tête des postulants. Mais ce n'est pas sans remous. Le *Sayyed* parle de ligne rouge à ne pas dépasser si Maliki veut le garder dans son camp et des députés de l'*Alliance de l'Etat de droit* – son bloc électoral – lui reprochent de s'être allié à un « *criminel* » ou à un « *individu ingérable* ». Les Kurdes veulent bien lui accorder leur soutien, mais en échange d'engagements écrits sur l'avenir de Kirkouk. Joe Biden, vice-Président des Etats-Unis, réclamant la constitution d'un gouvernement d'unité nationale, Maliki a mis de côté son amour propre pour aller à Damas demander conseil au Président Bachar al-Assad qu'il insultait il y a quelques mois.

De l'autre côté de l'échiquier, la situation est tout aussi agitée. Iyad Allaoui, dont les Américains ont rogné les ailes, n'espère plus devenir Premier ministre, mais fait semblant. Il se serait bien consolé dans le fauteuil de Président de la République. Comme cela n'en prend pas le chemin, il se contenterait de la présidence du Parlement. Lui aussi a des difficultés à maintenir la discipline dans son camp : le *Parti Tawafuq* et la liste *Irak unie* – 10 députés à eux deux – ont constitué l'*Alliance centriste irakienne* pour négocier avec Maliki, leur entrée au gouvernement.

Adel Abdel Mahdi, le petit dernier, ronge son frein. Son suivisme pro-iranien inconditionnel ne lui a été d'aucun secours et sa réputation de « *candidat de la France* » l'a plutôt desservi. S'estimant « *en réserve de la République* », il tente de se donner une image de candidat nationaliste et de rallier à lui les sadristes déstabilisés par le retournement tactique de Moqtada al-Sadr. Il espère tout de même être réélu vice-Président de la République. Tout dépendra en définitive des équilibres concoctés à Téhéran.

A suivre...

A lire, sur le même sujet :

- Nouri-Al-Maliki, Premier ministre ? Une victoire iranienne à l'arrachée

<http://www.france-irak-actualite.com/article-al-maliki-premier-ministre-une-victoire-iranienne-a-l-arrachee-58230347.html>

- Adel Abdel Mahdi, candidat de la France en Irak

<http://www.france-irak-actualite.com/article-adel-abdel-mahdi-candidat-de-la-france-en-irak-57657985.html>

Gilles Munier

Jeudi 14 octobre 2010

G. Munier/X.Jardez

Source : France Irak

<http://www.france-irak-actualite.com/...>

2-4 Gilles Munier : Nouri al-Maliki: dernière ligne droite avant second mandat ?

Nouri al-Maliki, Premier ministre irakien sortant, est allé, le 18 octobre, à Téhéran demander à Ali Khameneï, Guide suprême du régime des mollahs, de soutenir sa réélection. Opération réussie, bien que personne ne sache ce qu'il a cédé pour y parvenir. Comme l'a dit Raouf Sheibani, vice-ministre iranien des Affaires étrangères, Al-Maliki « *semble être un des choix appropriés pour l'Irak* », en raison de « *sa longue expérience à la direction du*

pays » (1). La Maison-Blanche et le Pentagone en disent officieusement autant, à cette différence près qu'aux Etats-Unis l'influence dont disposerait Moqtada al-Sadr dans le prochain gouvernement pose plus de problèmes qu'à l'Iran.

Pour James F. Jeffrey, ambassadeur des Etats-Unis à Bagdad (2), Moqtada est une menace pour le « processus démocratique », car il ne fait « pas de distinction entre les moyens politiques pacifiques et l'intimidation violente » (3). Rick Francona, ancien agent de renseignement qui a bourlingué pour la DIA et la CIA au Liban, en Irak et en Syrie depuis la fin des années 70, va plus loin en conseillant, sur son blog (4), de se méfier de Nouri al-Maliki.

Le Guide suprême iranien devrait donc ordonner à ses troupes d'occupation – *Gardiens de la révolution et milices* – de reconfigurer leurs activités terroristes, et à Adel Abdel-Mahdi – *candidat Premier ministre du bloc chiite INA* - de rentrer dans le rang. Un rappel disciplinaire devrait être transmis à Ammar al-Hakim, jeune chef du *Conseil Suprême Islamique d'Irak (SCRI)* qui se sent pousser des ailes, pour lui faire comprendre qu'un accident est vite arrivé... qu'il a un frère pour le remplacer.

Les Kurdes exigent toujours des engagements écrits d'Iyad Allaoui, de Nouri al-Maliki et d'Adel Abdel-Mahdi aux 19 demandes qu'ils ont formulés, comprenant notamment l'annexion à terme de Kirkouk et de territoires dits contestés. Ils craignent que leurs interlocuteurs ne les respectent pas. Comment le pourraient-ils ? Au nord, les Arabes et les Turcomans ont votés majoritairement pour les candidats d'*Iraqiya* (Iyad Allaoui) ou des listes sadristes (*membres de l'Alliance Irakienne Unifiée - INA*). Pour Jawher Namiq Salim, Président du parlement kurde élu en 1992 (*après le soulèvement organisé en collaboration avec la CIA*), l'avenir du Kurdistan irakien s'annonce sombre. Il a vu Al-Maliki à l'œuvre et *Iraqiya*, dit-il, est « une base du chauvinisme arabe, de racistes, tous anciens baasistes » (5)...

A suivre...

Notes :

(1) Maliki en Iran pour rallier des soutiens à sa candidature (*L'Orient-Le Jour -19/10/10*)

(2) James F. Jeffrey a été n° 2 à l'ambassade des Etats-Unis à Bagdad de juin 2004 à mars 2005, puis chargé d'affaires de mars à juin 2005.

(3) *Iraq's leader gain crucial ally, but his constituents are wary*, par Leila Fadhel (*Washington Post - 11/10/10*)

(4) *Iraq – the consequence of another term for al-Maliki*, par Rick Francona

(5) *Prominent Kurdish Figure Says Kurdish Future is Not Optimistic in Iraq*
<http://www.rudaw.net/english/kurds/3225.html>

Gilles Munier

Mercredi 20 octobre 2010

© G. Munier/X.Jardez

Source : France Irak

<http://www.france-irak-actualite.com/...>

3 Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

3-1 Les déserteurs américains continueront de se battre pour demeurer au Canada

Une dizaine de déserteurs vivant présentement sur le territoire canadien ont évoqué les raisons qui les ont motivés à déménager plutôt que d'obtempérer aux ordres de déploiements militaires en Irak.

Les déserteurs américains pourraient obtenir le droit de demeurer au Canada, s'ils restent suffisamment longtemps au pays pour assister à un changement de gouvernement, a déclaré la députée néo-démocrate Olivia Chow, samedi.

Mme Chow a tenu ces propos alors que des partisans de déserteurs américains se sont rassemblés samedi, à la suite du rejet par le Parlement du projet de loi qui aurait permis à ces personnes de demeurer au Canada.

Elle a ajouté que son parti et le Bloc québécois sont favorables à ce que les déserteurs demeurent au pays. «Ils pourraient avoir un espoir de rester ici si les conservateurs perdaient le pouvoir aux prochaines élections», a déclaré Mme Chow dans une entrevue à Ottawa. Selon elle, des élections pourraient être tenues ce printemps.

Selon une porte-parole des déserteurs, Michelle Robidoux, environ 80 Canadiens et Américains se sont réunis à Fort Erie, sur la frontière ontarienne, afin de discuter des prochaines étapes possibles dans leur combat pour rester au pays.

«Lorsque les gens entendent leurs motivations et le récit de tout ce qu'ils ont laissé de côté pour obtenir l'asile, il devient évident que le Canada devrait leur permettre de rester plutôt que de les renvoyer dans leur pays, où ils seront emprisonnés», a-t-elle souligné.

Une dizaine de déserteurs vivant présentement sur le territoire canadien ont évoqué les raisons qui les ont motivés à déménager plutôt que d'obtempérer aux ordres de déploiements militaires en Irak.

L'événement de samedi s'est conclu par la formation d'une chaîne humaine près du pont de la Paix, qui lie l'Ontario à l'État de New-York. L'objectif est de créer un dialogue entre les citoyens des deux côtés de la frontière.

Mme Chow a mentionné que plusieurs déserteurs étaient au pays depuis six ans et qu'ils apportaient leur contribution à la société canadienne. «Les déporter pour les envoyer en prison et les séparer de leurs enfants nés au Canada est tout simplement cruel», a-t-elle ajouté.

Le projet de loi privé présenté par le libéral Gerard Kennedy, qui aurait permis aux déserteurs de demeurer au Canada, a été rejeté un peu plus tôt en octobre.

Le ministère de l'Immigration a publié une circulaire cet été, soutenant que le refus d'accomplir le service militaire dans un autre pays pourrait rendre inadmissible la demande des requérants d'asile.

Le document ne va pas jusqu'à interdire de séjour les déserteurs et demande aux agents d'immigration de suivre les directives des conseillers régionaux.

La nouvelle réglementation mentionne une loi refusant l'entrée au Canada à des réfugiés dans «des cas où il y a une grande criminalité impliquée».

Le gouvernement conservateur aurait démontré peu d'empathie à l'égard des déserteurs américains. Des conservateurs ont soutenu que ces nouveaux arrivants avaient volontairement choisis de s'enrôler et qu'ils avaient désertés afin de ne pas servir leur pays en Irak.

<http://www.cyberpresse.ca/actualites/quebec-canada/national/201010/16/01-4333263-les-deserteurs-americains-continueront-de-se-battre-pour-demeurer-au-canada.php>

3-2 Iyad al Duleimi : Des bombes à retardement dans les pages des manuels scolaires irakiens.

Les nouveaux hommes politiques irakiens ont échoué sur tous les plans.

Toutefois, pour être juste, il faut aussi reconnaître leurs succès : ils sont parvenus à détruire le système scolaire et universitaire irakien, ils ont aujourd'hui ravalé l'Irak au rang des pays comptant le plus grand nombre d'analphabètes : 20% au dernier recensement.

Les politiques de la Zone Verte ont réussi à empêcher plus de 800 000 enfants irakiens de fréquenter l'école (selon les statistiques 2008 de l'UNICEF).

Parmi les succès à leur actif, on compte également les programmes scolaires ; ils constituent, c'est le moins qu'on puisse dire, des bombes à retardement entre sunnites et chiites qui, en Irak, peuvent exploser à n'importe quel moment.

Depuis l'occupation étatsunienne, l'éducation en Irak s'est transformée, à tous ses niveaux, en un terrain supplémentaire de tensions politiques, sectaires et ethniques. Le Ministère de l'Éducation a été et devient ainsi un ministère clé pour certains partis dans les négociations –passées et futures- pour la formation du gouvernement. Il est finalement devenu un monopole du parti islamique Dawa, auquel appartient le chef actuel du gouvernement, Nuri al Maliki.

Nous aurions préféré que les responsables de l'administration irakienne choisissent de tenir l'éducation et l'enseignement à l'écart de leur champ de bataille. Cependant, peu après la chute du précédent régime irakien et l'entrée en scène politique d'une légion de nouveaux partis arrivant de toutes parts, nous avons mesuré l'abîme qui existait entre nos aspirations – nées de notre souci de la patrie- et les ambitions et programmes des partis venus de l'Est de l'Irak, porteurs d'une rancœur accumulée tout au long des siècles, depuis les temps des compagnons du Prophète –que Dieu les bénisse. La première exigence de ces partis a été un changement des programmes d'enseignement scolaire.

La question des programmes d'enseignement scolaire a été, dernièrement, au centre des discussions, surtout après l'application par le Ministère de l'Éducation irakien de presque 70% de ces modifications. Il est clair, maintenant, que la majorité des changements porte sur l'histoire de l'Islam et les livres d'éducation islamique: on y a ajouté un grand nombre de noms, de personnalités et des événements. La plus grande partie de ces nouveautés suit exactement la version chiite. Alors que tout le monde sait que la majorité de ces livres est, clairement et de façon scandaleuse, hostile à beaucoup de grands compagnons du Prophète, parmi lesquels notre mère Aïcha– que Dieu la bénisse.

Un des leaders de ces partis venus de l'Est de l'Irak, qui défend ce changement, déclare : « Il n'est pas logique qu'un chiite étudie l'histoire d'Abu Bakr, Omar, Muawiya et de Harún al Rashid, et qu'il parle de leurs succès ». Cette explication, publiée dans un quotidien londonien, ne donne aucun éclairage sur l'idéologie qui régit l'éducation en Irak et qui se trouve derrière le processus de changements des programmes scolaires.

Ce n'est ni logique ni naturel que le changement des programmes soit mené par une seule confession sans la participation de l'autre et sans prendre en compte la représentativité des deux confessions.

Et il est encore moins logique que la réforme des programmes éducatifs s'inspire et suive uniquement la tradition de Nadjaf, comme si cette dernière s'était arrogé le droit de gérer le secteur éducatif depuis les antiques ruelles de Nadjaf.

Évidemment, nous ne demanderons ni aux politiques de Bagdad ni à son actuel gouvernement de revoir ces programmes défigurés : ils n'ont été ni seront disposés à le faire. La preuve en est que ces hommes politiques traitent toujours la question irakienne comme si elle était la propriété de leurs partis et de leurs milices, sans aucun sens des responsabilités, aucune sensibilité ou aucun souci de l'avenir de ce pays. De plus, certains de ces partis, qui travaillent à ce que l'on appelle la « chiitisation » de l'Irak, font tous leurs efforts pour maintenir le germe de la division dans la société irakienne ; en faveur de l'Iran d'abord, qui ne veut pas d'un Irak stable en situation de porter préjudice à

ses intérêts , d'une manière ou d'une autre, et ensuite pour donner à ces partis une raison d'être, puisqu'il s'agit de partis sectaires dont l'émergence est liée à l'essor du sectarisme.

Malheureusement, l'Irak vit une situation de dépendance totale à tous les niveaux de souveraineté : entre un occupant étatsunien reconnu, qui impose ce qu'il veut, et un occupant iranien implicite, nombreux sont les piliers que l'Irak a perdu, dont le système éducatif qui l'avait élevé au rang des pays ayant le taux d'analphabétisme le plus bas du monde et lui avait permis de créer une structure scientifique reconnue et admirée en Occident et dans le monde entier.

Les nouveaux hommes politiques irakiens ont échoué sur tous les plans. Toutefois, pour être juste, il faut aussi reconnaître leurs succès : ils sont parvenus à détruire le système scolaire et universitaire irakien, ils ont aujourd'hui ravalé l'Irak au rang des pays comptant le plus grand nombre d'analphabètes : 20% au dernier recensement.

Les politiques de la Zone Verte ont réussi à empêcher plus de 800 000 enfants irakiens de fréquenter l'école (selon les statistiques 2008 de l'UNICEF). Parmi les succès à leur actif, on compte également les programmes

scolaires ; ils constituent, c'est le moins qu'on puisse dire, des bombes à retardement entre sunnites et chiites qui, en Irak, peuvent exploser à n'importe quel moment.

Iyad al Duleimi
Traduit par Esteban G.

9 Septembre 2010
Edité par Michèle Mialane Iyad al Duleimi

Jeudi 14 Octobre 2010

Merci à [Tlaxcala](#)

Source: <http://www.alarab.com.qa/details.php?docId=151425&issueNo=1018&secl=15>

Date de parution de l'article original: 30/09/2010

URL de cet article: <http://www.tlaxcala-int.org/article.asp?reference=1876>

3 Annexe

3-1 Pascal Sacre : Le traitement médiatique et politique des prisonniers d'opinion.

A la prisonnière 650.

Quelle différence y a-t-il entre des opposants politiques emprisonnés aux Etats-Unis, en Iran ou en Chine ?

Entre des prisonniers condamnés à mort, soumis à la torture, incarcérés sans procès et internés en institution psychiatrique en Norvège, aux Etats-Unis, en Arabie Saoudite, en Iran ou en Chine ?

Entre Aafia Siddiqui, Lynne Stewart, Synnove Fjellbakk Tafto et Liu Xiaobo (Prix Nobel de la paix 2010), Farah Vazehan [1], Hossein Derakhshan [2] ?

Le traitement médiatique et politique de ces prisonniers d'opinion n'est pas du tout le même selon qu'ils servent ou desservent les intérêts de l'impérialisme des Etats-Unis et de leurs alliés.

Les prisonniers politiques dont nos médias ne parlent pas

Aafia Siddiqui, une femme pakistanaise de 36 ans, fut amenée le 5 août 2008 enchaînée, blessée aux épaules par deux coups d'armes à feu, squelettique, tremblante et en état de choc, dans une salle de tribunal de « la plus grande » démocratie occidentale, à New York.

Cette femme est diplômée en neurologie du Massachusetts Institute of Technology et de l'Université de Brandeis [3] aux USA, mère de trois enfants, elle a vécu de nombreuses années tranquilles aux Etats-Unis.

Elle a été accusée de tentative d'assassinat sur des officiers de l'armée et des agents du FBI, après avoir été interpellée puis emprisonnée au Pakistan dans des circonstances obscures, accusée de complicité avec le terrorisme à l'issue d'un simulacre d'enquête dans laquelle les simples déclarations des militaires US ont eu force de preuve.

Aafia Siddiqui avait été enlevée en mars 2003 avec ses trois enfants, à Karachi, par les services secrets pakistanais (ISI), et remise au personnel militaire étasunien qui l'avait transférée dans la terrible prison à l'intérieur de la base de Bagram, en Afghanistan. Aafia, c'était la « prisonnière 650 » dans ce qui est devenu le tristement célèbre « département tortures » de la prison de Bagram.

Sa sœur Fawzia, qui habite à Karachi, a déclaré : « Elle a été violée et torturée pendant 5 ans, nous ne savons rien de ce qui a pu arriver à ses trois fils. »

Siddiqui et d'autres femmes ont été, et sont toujours, incarcérées à Bagram et dans d'autres prisons qui pratiquent la torture pour le compte des Etats-Unis. Les déclarations des témoins selon lesquels elle aurait tiré sur des militaires avec un fusil d'assaut, laissé, on ne sait pourquoi, à portée de main, sont peu crédibles, mais furent retenues comme des preuves irréfutables.

Aafia fut la seule atteinte par une balle. Aucun des militaires n'a été blessé.

Imaginez cette histoire en Iran ou en Chine, avec une opposante politique au régime ! Ensuite, « on » l'a retrouvée en 2008 en Afghanistan, désorientée et ayant sur elle des plans pour faire sauter des édifices à New York...

Digne de la série 24 heures chrono. Lady Al-Qaeda [sic !], surnom donné par le NY Daily New, a été condamnée en janvier dernier.

Pendant tout le procès, le Ministère public n'a pas cessé d'utiliser le terme de terroriste en se référant à elle. Il n'y avait aucune preuve formelle attestant qu'elle avait tiré sur des militaires ou qu'elle s'était livrée à des activités terroristes. Au cours du procès, les témoins ont décrit Siddiqui comme « une femme complètement brisée ».

Elizabeth M. Fink, l'avocate d'Aafia Siddiqui a déclaré : « C'est une femme profondément traumatisée par les tortures qu'on lui a fait subir pendant les 5 années de sa détention, et par l'angoisse de ne pas savoir ce que ses

filles sont devenues. On lui a seulement bandé ses blessures, alors qu'elle aurait eu besoin de bien d'autres soins dans un hôpital. A cause de la lutte contre le terrorisme la justice des Etats-Unis est devenue arbitraire, aveuglément féroce, infamante pour le nom de notre pays dans le monde entier. » [4] Aafia Siddiqui, la « prisonnière 650 » de Bagram, n'est même pas une opposante politique mais plus probablement une victime anonyme sacrifiée sur l'autel de la lutte contre le prétendu terrorisme.

Elle fait partie de ces méchants inventés par l'Occident pour accréditer ses thèses afin que ses populations croient à sa fable de la guerre contre le mal.

« Lady Al-Qaeda » ! Un alibi fabriqué de plus pour justifier l'injustifiable.

Aafia Siddiqui a été condamnée à une peine de prison incompressible de 86 ans [5].

L'article « Triumph Of Evil » (Le Triomphe du Mal) [6], écrit par John Kozy, ancien professeur à l'université en philosophie et logique, témoigne de la corruption et de la dégradation de toutes les strates du système juridique et policier US : Cours locales et fédérales, Cour Suprême, Bureaux de procureurs, laboratoires d'« expertise ».

Les preuves sont manipulées, des témoignages partiels sont pris comme faits avérés, les informateurs et les policiers sont crus sur parole, des aveux sont extorqués par la force et pris au sérieux par les juges.

Nous sommes très éloignés des séries télévisées (« Les Experts ») qui nous font prendre la mythologie pour la réalité.

Sur le terrain, révélée grâce à des témoignages de lanceurs d'alerte courageux et intègres, c'est bien à la criminalisation de toute une société que nous assistons. Le crime devient la règle, et la loi ne protège plus les gens mais est utilisée par le gouvernement étatsunien pour nuire à sa population et protéger les dirigeants [7].

Cela s'observe également dans d'autres gouvernements occidentaux comme la France [8] ou l'Italie.

Comme le dit le professeur John Kozy,

« Les sociétés modernes ont justifié leur utilisation de méthodes criminelles en argumentant que de telles techniques étaient nécessaires pour combattre le mal. Mais la guerre menée par le bien contre le mal ne peut être gagnée en utilisant les armes du mal. Le mal n'apporte jamais de bien, et en usant de ces viles pratiques, la somme de mal augmente en quantité et qualité.

Tenter de sauver la nation en devenant ce dont vous essayez de sauver cette nation est suicidaire. [9] »

Contredisant la pensée malfaisante de Richard Dick Cheney [10], et de beaucoup de moralisateurs occidentaux, chaque fois que nous voulons combattre le mal en utilisant ses armes, torture, mensonges, sacrifices d'innocents, meurtres, massacres, jugements sans preuves, plutôt que le réduire, nous augmentons la quantité, et la qualité du mal dans nos sociétés.

C'est exactement ce cycle de violence progressive, degré par degré, avec son cortège de banalisations et de cynisme, d'arrogance et de mauvaise foi qui finalement conduit aux massacres de masse et aux comportements inhumains comme ceux de la période nazie. La complicité des médias et des « experts » y joue un rôle important.

« La fin justifie les moyens » est un slogan populaire dans nos pays qui cultivent et s'arrogent la bonne conscience.

Pourtant cela n'est pas vrai. N'importe quelle fin ne justifie jamais n'importe quel moyen. Les moyens utilisés déterminent la fin qui nous attend.

Même pour nous défendre du mal, user de moyens vils nous rend vil à notre tour, sans retour en arrière possible.

Le 19 novembre 2009, Lynne Stewart, âgée de 70 ans, avocate spécialisée dans la Défense

des droits civils et militante de longue date, condamnée à 28 mois de prison, a été incarcérée pour conspiration et soutien matériel au terrorisme.

Lynne Stewart a consacré sa vie aux pauvres, aux défavorisés, à la communauté noire et à la justice. Ceux d'entre eux qui n'avaient pas les moyens de payer les services d'un avocat pouvaient frapper à sa porte [11].

« Sa seule *faute* est d'avoir contrevenu aux mesures administratives spéciales (Special Administrative Measures, SAM) du bureau américain des prisons (US Bureau of Prisons). Elle avait été obligée de signer ces mesures pour pouvoir défendre le Cheik Omar-Abdel Rahman. Les SAM sont inconstitutionnels : elles violent le Premier Amendement ainsi que le Sixième Amendement de la Constitution américaine selon lequel, tout accusé a droit à un avocat et à être jugé par un jury d'État impartial dans l'État même où le crime a été commis et seulement pour ce crime. L'Administration Clinton n'a pas considéré Lynne Stewart comme une terroriste et un traître. À l'époque, son cas a simplement été considéré comme une faute administrative. Lynne Stewart a reçu une lettre à cet effet, et n'a pas pu rendre visite à son client pendant quelque temps. Puis, elle a pu reprendre ses visites au Cheik en prison et poursuivre son travail d'avocate. Ce n'est que le 9 avril 2002 qu'elle a été arrêtée à son domicile par le FBI, quelques mois après les événements du 11 septembre 2001 et dans un climat d'hystérie collective. Le soir de son arrestation, John Ashcroft, ministre de la Justice des États-Unis, est allé à l'émission populaire de David Letterman, Late Night Show, et a déclaré à toute l'Amérique que Lynne Stewart était un traître à la nation. [12] »

Lynne Stewart, de même qu'Aafia Siddiqui, n'est pas une héroïne, pas plus qu'une terroriste.

C'est une victime d'un système odieux qui dit combattre le mal mais qui pour cela, en commet bien plus, sans que les médias, prompts à fustiger l'Iran, la Chine, Cuba ou le Venezuela au moindre écart de conduite, ne trouvent rien à y redire, quand c'est l'Occident.

« C'est une femme de 70 ans avec des années d'expérience de vie en tant que mère, grand-mère, activiste et avocate. Jeune femme blanche, elle s'est engagée et a lutté pour la cause de ses compatriotes noirs, parce qu'elle croyait dans la justice. Des décennies plus tard, elle a défendu le Cheik Omar-Abdel Rahman, parce qu'elle croyait toujours dans la justice. [13] »

Lynne a mis en garde les autres avocats de la Défense : « C'est un avertissement pour les autres avocats. [Le gouvernement leur envoie le message] Ne défendez pas vos clients avec trop de vigueur, ne faites pas de zèle ». Synnove Fjellbakk Tafto, ancienne avocate du ministère des Affaires étrangères en Norvège, et dissidente politique, a été hospitalisée de force pour la cinquième fois et s'est vue administrer un traitement psychiatrique quelques jours après la publication d'un article subversif [14].

Un article subversif ?

Internée et obligée de prendre un « traitement » psychiatrique pour un article subversif ? Imaginez si madame Tafto était chinoise ou iranienne.

Depuis 1994, comme le rapporte Ron Paul, le député républicain US, madame Tafto accuse les dirigeants de son pays d'avoir trahi la nation en adoptant des accords anticonstitutionnels visant à contourner l'opposition de la population.

Ce mépris des acquis constitutionnels est devenu la règle en Occident, depuis les attaques du 11 septembre 2001.

Il n'est pas propre à la Norvège, mais gangrène tous nos pays qui se targuent malgré tout de représenter des valeurs qu'ils bafouent tous les jours : égalité, vérité, liberté, honneur.

Comme les Irlandais en 2008 [15], les Norvégiens ont refusé à deux reprises, par référendum, de rejoindre l'Union Européenne, en 1972 [16] et en 1994 [17]. La militante a dénoncé notamment l'accord qui a malgré tout fait rentrer le pays dans l'Espace économique européen.

Dans son dernier article « subversif », elle accuse le ministre des Affaires étrangères norvégien, Jonas Gahr Støre, d'être un agent au service des intérêts mondialistes. La sanction est l'internement psychiatrique.

Terroriste. Traître qui mérite la pire punition. Ennemi antipatriotique.

Nos médias et nos gouvernants ont leurs formules pour salir, diaboliser toute résistance à l'autorité.

Des référendums bafoués, des votes et opinions populaires ignorés, des « terroristes » fabriqués, des emprisonnements et jugements arbitraires, des médias partisans, des films et séries TV propagandistes.

Des dissidents, des résistants internés, torturés, incarcérés après en avoir faits nos ennemis, des « terroristes », après avoir diabolisé, sali leur image ou plus simplement fait en sorte que personne n'en entende parler.

C'est ainsi que se comportent nos démocraties occidentales, qui parviennent à tirer l'oreille à des pays comme la Chine ou l'Iran.

L'attribution de médailles et de prix, comme le Prix Nobel de la Paix, ou la Médaille de la Liberté participe de cet endoctrinement des populations occidentales et plus généralement de celles des Etats-Unis et de leurs alliés de la Coalition.

Certains de ces alliés (Arabie Saoudite, Egypte, Colombie) le sont parce que, pragmatiques, ils y trouvent leur intérêt (financier, armements, permissions d'opprimer leur propre population) mais la plupart, dont les peuples européens, se persuadent eux-mêmes qu'ils se trouvent dans le camp du Bien et de la Justice.

Le Prix Nobel de la paix fait partie des « jouets », des artifices leur permettant de flatter leur bonne conscience. Ainsi après Henry Kissinger, Al Gore, Barack Obama, voilà le « valeureux » dissident chinois Liu Xiaobo [18] décoré de la prestigieuse Médaille.

Car à condition d'être de Chine ou d'Iran, les opposants politiques ont bonne presse en Occident.

Ces Prix et Médailles sont des instruments politiques utilisés par le système occidental et ses alliés, dans le but d'envahir le monde entier et de lui imposer ses doctrines, le capitalisme inégalitaire et la domination par une minorité, la légitimité d'une micro-caste de riches amoraux s'arrogeant le droit inné d'occuper le sommet de l'échelle sociale et de dominer tous les peuples du monde.

Cela est fait par la force (les guerres, les coups d'état, les assassinats) et surtout par la ruse (la moralisation démocratique, les prix et Médailles, les fondations « philanthropes » et les organes « mondiaux » de régulation, FMI, Banque Mondiale, OMC, OMS, ONU).

Plusieurs auteurs et chercheurs indépendants, dont le Réseau Voltaire (« Le prix Nobel de la paix au service de l'impérialisme ») [19], Thierry Meyssan (« Le dessous du prix Nobel de la paix 2009 ») [20], le professeur Domenico Losurdo (« Le Nobel de la guerre aux Messieurs du « Nobel de la paix ») [21], le professeur Chems Eddine Chitour (L'ordre occidental impérial : Stratégie d'attribution des prix Nobel) [22], nous révèlent toute la corruption qui règne au cœur de cette institution soumise, le Nobel, asservie comme toutes les autres institutions officielles aux mondialistes occidentaux, appuyés aujourd'hui sur les Etats-Unis et leurs alliés de la Coalition. Ceux-ci nous gouvernent au moyen de leurs et instrumentalisent sans cesse notre bonne conscience, avec l'aide des médias et des institutions dans lesquelles nous avons naturellement confiance.

Sans risquer l'internement, l'incarcération ni la torture, vous pouvez toujours parler autour de vous de la « prisonnière 650 », en lui rendant son nom : Aafia Siddiqui et en rétablissant sa véritable histoire, voire signer la pétition réclamant sa libération, <http://www.gopetition.com/petitions...>, parler de Lynne Stewart, de Synnove Fjellbakk Tafto et afficher leurs photos, leurs calvaires, partout où vous pouvez.

Pascal Sacré

Sources :

[1] <http://www.gopetition.com/petition/...>

[2] <http://www.guardian.co.uk/media/pda...>

[3] L'Université de Brandeis (Brandeis University) est une université privée américaine située à Waltham dans le Massachusetts, à 16 km à l'ouest de Boston. <http://fr.wikipedia.org/wiki/Univer...>

[4] Aafia, un spectre au tribunal, <http://www.legrandsoir.info/Le-vers...>

[5] <http://blog.emceebeuologue.fr/post/2...>

[6] The Triumph of Evil, by Prof. John Kozy <http://www.globalresearch.ca/index....>

[7] Le projet diabolique et criminel appelé États-Unis d'Amérique. Le gouvernement étatsunien utilise la loi pour nuire aux gens et protéger les dirigeants, par John Kozy <http://www.mondialisation.ca/index....>

[8] Affaires Bettencourt, Karachi, Wildenstein... <http://www.lemonde.fr/politique/art...>

[9] Op.cit., The Triumph of Evil, by Prof. John Kozy

[10] Réflexion menaçante du vice président Cheney juste après l'attaque contre les Tours Jumelles : « Maintenant l'Amérique va devoir entrer dans le versant obscur de son histoire ».

[11] Lynne Stewart en prison : Quand la justice déraile, par Claude Herdhuin.

<http://www.mondialisation.ca/index....>

[12] Op.cit., Lynne Stewart en prison : Quand la justice déraile.

[13] Ibid., Claude Herdhuin

[14] Revue Nexus, Juillet-Août 2010, n°69, p.4

[15] Les Irlandais rejettent à 53,4 % le traité de Lisbonne

<http://www.lemonde.fr/europe/articl...>

[16] Le 25 septembre 1972, les Norvégiens sont appelés à se prononcer par référendum au sujet de l'adhésion de leur pays aux Communautés européennes. A l'issue du scrutin, le non l'emporte avec 53,5% des suffrages.

http://www.ena.lu/referendum_norveg...

[17] 1994 la Norvège s'oppose pour la deuxième fois par référendum à l'entrée dans l'Union européenne.

<http://www.strasbourg-europe.eu/norvege,17976,fr.html>

[18] Qui est Liu Xiaobo ? Ce que le jury Nobel vous cache <http://www.mondialisation.ca/index....>

[19] Les lauréats du Prix Nobel de la paix après le 11-Septembre <http://www.mondialisation.ca/index....>

[20] <http://www.voltairenet.org/article1...>

[21] <http://www.futurquantique.org/?p=12677>

[22] <http://www.mondialisation.ca/index....>

Pascal SACRE

17 octobre 2010

URL de cet article

<http://www.legrandsoir.info/Le-traitement-mediatique-et-politique-des-prisonniers-d-opinion.html>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19